Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 500 du 22 Août 2017

L'ÉVEIL de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Traitement de l'information après la marche du PNP :

P.3

Les médias internationaux mettent le pied dans les plats

Préfecture de Tchaoudjo :

Pourquoi et comment la radicalité s'est emparée à nouveau de Sokodé

P.4

La part de responsabilité des cadres d'UNIR

Manifestation du PNP du 19 Août 2017/ Réaction du gouvernement

Le gouvernement annonce des enquêtes judiciaires après la découverte d'armes venues d'ailleurs

P.6

Col Yark Damehame

Assemblée Générale constitutive :

L'OTR met sur pied une mutuelle pour ses agents

P.5

Photo de famille

Exportation des produits togolais sur le marché américain :

Le Togo veut rentrer dans le concret après le forum de l'AGOA

P.5

La table d'honneur lors de la rencontre

Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité

18% 10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

TOGO CELLULAIRE

Comment retrouver mes contacts ?

mon repertoire en sécurité

LA SOLUTION

EN CAS DE VOL OU PERTE DE VOTRE MOBILE

Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM

LE LEADER
service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

Traitement de l'information après la marche du PNP :

Les médias internationaux mettent le pied dans les plats

A l'appel du Parti National Panafricain, une marche synchronisée avec la capitale et quatre villes de l'intérieur a eu lieu dans notre pays. Annoncée pour être pacifique, les manifestations se sont soldées par des dégâts et des pertes en vie humaine. Le traitement qu'en a fait la presse internationale de ces évènements a fait sortir le gouvernement de son silence. Dans son désir de jeter de l'opprobre sur les autorités togolaises, cette presse s'est encore illustrée négativement.

Des manifestants ont mis à sac le commissariat de Sokodé

Parmi les principes qui fondent le journalisme se trouve en pole position l'équilibre. Lorsqu'il manque à un travail journalistique, ce travail cesse d'être un travail pro. Si dans les pays du sud, les journalistes s'efforcent à faire de cette exigence du métier un point essentiel de leur travail, cela n'est pas pareille lorsque des journalistes, envoyés spéciaux de ces médias viennent dans des pays africains pour couvrir les manifestations, ils se comportent comme en territoire conquis, cherchant par tous les moyens à verser de l'huile sur du feu.

Sinon, comment comprendre que dans les différents reportages des manifestations du 19 Août dernier, nonobstant le fait que des corps habillés aient été pris à partie, sérieusement passé à tabac, gravement blessés puis ensuite dépossédés de leurs armes, ces vidéos de ces scènes d'horreur ont fait le tour du monde sans que personne ne s'en meuve. Pendant ce temps, le Commissariat de la ville de Sokodé a été brûlé, des véhicules, des engins etc. n'ont pas été épargnés.

Pour couronner le tout, des armes ont été emporté ainsi que les recettes d'établissement des cartes d'identité

Le bon sens qui est la chose la mieux partagée au monde voudrait qu'après avoir fait les éloges et congratulé des manifestants dans un reportage laudateur, que ces ennemis de l'Afrique et de son président prennent sur eux la lourde responsabilité de diffuser également les dégâts causés par les manifestants qui pourtant avaient annoncé une manifestation pacifique.

Une voiture de police brûlée par les manifestants

Certains messages WhatsApp qui ont circulé sur la toile en provenance de certains groupes dénotent de l'extrême violence avec laquelle les militants ont accueilli les forces de l'ordre

Au nom de la liberté de presse et d'expression, notre pays tolère ces situations qui ne sont pas les bienvenues sous d'autres cieux.

Lorsque des gens d'autre pays comme la RDC coupent le signal des médias internationaux, et s'en prennent à des journalistes occidentaux, c'est à travers des comportements comme celui que ces journalistes affichent dans notre pays.

La paix est fragile au Togo comme dans le monde, disait un ministre togolais, si les medias internationaux ne parviennent pas à aider les démocraties africaines à se construire à travers des reportages impartiaux, ils porteront cette responsabilité sur le cœur toute leur vie.

Il est important de rappeler que le Togo est un bien commun à nous tous. En le détruisant, nous nous détruisons nous même. Les revendications politiques ne doivent pas enlever à nos populations leur citoyenneté par laquelle nous aimons notre patrie.

(Lire le communiqué de la HAAC à la page 6)

Kpélafia Biva

Communiqué de presse suite aux incidents enregistrés le samedi 19 août 2017 au Togo

Le samedi 19 Août 2017, la ville de Sokodé en République togolaise a connu des manifestations qui se sont soldées par 02 décès, 57 blessés parmi les forces de l'ordre et 20 blessés au sein des manifestants.

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, au nom du Président de la République et de l'ensemble du Gouvernement togolais, exprime ses sincères condoléances aux familles éplorées et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés pris en charge dans les centres de santé.

Toutefois, le Gouvernement, du fait surtout des inexactitudes contenues dans les informations relayées notamment par certains médias internationaux, tient à apporter les précisions ci-après sur cette manifestation, certes autorisée mais qui s'est déroulée dans des conditions qui violent de manière flagrante les textes qui régissent les manifestations pacifiques et publiques en République togolaise.

1- Le 04 Août 2017, le Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales a reçu une demande de manifestation introduite par le Parti National Panafricain (PNP).
2- Conformément à l'article 48, alinéa 1 de la Constitution et à l'article 12 de la loi portant liberté de manifestations, le Ministre a fait connaître ses observations et recommandations sur les lieux et sur les itinéraires à la délégation du PNP conduite par Dr Sama Kossi, Secrétaire Général du Parti.
3- Lesdites recommandations sont relatives aux circuits proposés jugés inacceptables parce qu'ils bloqueront pendant les manifestations la Principale Route Nationale (RN1) dans quatre (04) des villes prévues pour accueillir les marches.
4- Les organisateurs ont donc été conviés à proposer de nouveaux itinéraires et les soumettre au Ministre le lundi 14 août à 9h.
5- Aucun représentant du PNP ne s'est présenté le lundi 14 août pourtant convenu de commun accord.

Rappelons que conformément et en application de l'alinéa 3 de l'article 13 de la Constitution, les services compétents du Ministère de l'Administration territoriale, à l'issue de ces constatations, étaient fondés à décider soit du report ou de l'interdiction pure et simple de la manifestation.
Cependant, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 14 de la loi fondamentale, des recommandations écrites ont été envoyées au Président du PNP sur les itinéraires et lieux dans le délai légal.
Sur cette base, il était attendu que les organisateurs se conforment aux nouvelles recommandations dans l'organisation de leur manifestation.

Malheureusement, contrairement aux recommandations et en dépit des clarifications apportées au cours d'une conférence de presse tenue par le Gouvernement le jeudi 17 août 2017, le PNP a engagé sa marche au mépris des règles établies devant garantir à tous les citoyens et résidents togolais, la liberté d'aller et de venir.
Si dans plusieurs villes (Anié, Kara, Lomé, Bafilo) la marche a pu se dérouler sans incidents majeurs, à Sokodé par contre, la situation a dégénéré avec des troubles graves à l'ordre public. Cette situation est le fait du refus des manifestants de suivre l'itinéraire indiqué et la volonté clairement affichée de bloquer la principale Route Nationale (RN1). Notons que tous ces faits ont été passés sous silence pendant que de prétendues répressions de manifestants étaient mises en avant.

Nous regrettons l'absence d'équilibre dans le traitement des informations dans les médias internationaux comme l'atteste le parti pris flagrant de ne pas relever le caractère très violent des manifestants qui ont incendié le commissariat de la ville, saccagé et brûlé les véhicules et engins à deux roue en stationnement dont un véhicule de la police, une ambulance des sapeurs pompiers et dérobé des armes et des munitions. Pire, les manifestants se sont permis de s'en prendre physiquement à certains éléments des forces de sécurité qui ne jouaient que leur rôle de maintien de l'ordre, de les dépouiller de leurs armes comme le montrent plusieurs images et vidéos amateurs sans oublier que d'autres armes découvertes auprès des manifestants ne font pas partie de celles dérobées au commissariat de police. Ce traitement sans vérification ni croisement de l'information est fortement préjudiciable à la paix dans notre pays.

Engagé pour l'État de droit et le respect des libertés publiques, le Gouvernement togolais déplore ces regrettables incidents. Il informe l'opinion nationale et internationale que, conformément aux lois de la République, des enquêtes judiciaires sont ouvertes pour situer les responsabilités afin que les auteurs et complices répondent de leurs actes.

Le Gouvernement rassure que les Droits de l'Homme et les libertés publiques figurent au rang de ses priorités et renouvelle son attachement à la construction d'un Etat démocratique dans le respect des lois et textes en vigueur. La paix et la cohésion nationale en sont tributaires.

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Lomé, le 21 AOUT 2017

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

Colonel
Damehame YARK

Préfecture de Tchaoudjo :

Pourquoi et comment la radicalité s'est emparée à nouveau de Sokodé

La ville de Sokodé a été le théâtre des échauffourées suites à la manifestation organisée sur 5 villes du pays par le Parti National Panafricain. Des morts, des blessés et des arrestations, Tchaoudjo n'a plus enregistré ce triste bilan plusieurs années maintenant depuis l'ère démocratique. Comment donc cette ville qui n'a plus connu de tels actes depuis bien longtemps, replonge dans le cauchemar des manifestations violentes ? Pourquoi et comment donc la radicalité s'empare à nouveau de Sokodé ?

Des manifestants du PNP

Décryptage.

Situé à près de 340 km de la capitale togolaise, la ville de Sokodé a toujours été depuis la nuit des temps une ville où différentes formations se disputent le terrain politique.

Col Ouro-Koura Agadazi

De Djobo Boukari à Tikpi Atchadam en passant par Zarifou Ayéva, Coubageat Touré, Issa Samarou, etc., le cœur de Tchaoudjo n'a jamais vibré à l'unisson pour le parti au pouvoir. Conséquence, depuis l'ouverture démocratique, la totalité des sièges de députés n'a jamais été remportée par le parti présidentiel.

Si en 1994 c'est le CAR, l'UTD et le RPT qui se sont partagés la manne, il faut attendre véritablement les législatives de 2002 pour que le parti du Général reprenne du poil de la bête. Deux députés pour le RPT et un seul pour l'opposition.

Qu'est ce qui explique le rejet du parti au pouvoir ?

Au rang des griefs des populations autochtone de Sokodé contre le pouvoir de Eyadema hier et aujourd'hui Faure est le fait que Sokodé soit délaissé au profit de certains villes du nord. Elles accusaient Eyadema d'avoir détourné tous les projets de développement prévus à Sokodé vers sa ville natale.

Ces petites colères qui se ruminaient vont s'intensifier avec l'émergence d'une nouvelle élite composée des Etudiants à l'époque un certain Worou Alabassa parti en Allemagne depuis longtemps, Atchadam Tikpi actuel Président du PNP, Docteur Tchatagba Ben, etc. en plus d'une association dénommée Association Togolaise de Lutte contre la manipulation des consciences.

A cette époque, les étudiants regroupés au sein de l'AMESTCHA Amicale des Etudiants et Stagiaires de Tchaoudjo avaient vomi l'AMENTO, Amicale des Etudiants du Nord Togo créée par le Général et qui selon eux avait un caractère régionaliste. Mieux, ils se plaignaient du détournement des bourses d'Etudes qui leur étaient réservées au profit d'autres étudiants.

Des jeunes diplômés ou ayant une qualification mais sans emploi pensaient aussi qu'on créerait des emplois pour eux. Mais des langues se déliaient pour alléguer que tout ceci était détourné vers Kara.

La montée d'une nouvelle génération de cadres conscients qui ont à cœur le développement de Tchaoudjo va remettre les jeunes en confiance cependant, ils restent prudents.

Cette nouvelle génération de cadres va très tôt verser dans l'orgueil et le pédantisme au point où les conflits de leadership vont prendre le dessus.

Adoyi Esso-Wavana

La part de responsabilité des cadres UNIR de Sokodé

Le Président de la République à lui seul ne saurait résoudre tous les problèmes que vivent ces compatriotes dans toutes les préfectures du pays ; c'est justement la raison pour laquelle il choisit ses collaborateurs, il fait des nominations en tenant compte de la géopolitique afin que chacun puisse être l'avocat de sa localité, le " développeur " de sa localité.

A Tchaoudjo, les nominations de cadres hauts-perchés ne manquent pas, malheureusement, parmi eux, ils sont très peu, cadres de Tchaoudjo à prendre à cœur le développement de leur localité et le devenir de leurs frères.

Folly Bazi Katari

Malgré le fait que le développement de la ville et la situation des jeunes sont relégués aux oubliettes, entre eux depuis plus de cinq ans s'est instauré un climat de méfiance de jalousie, d'envie.

Ils s'en veulent à mort, ils se haïssent et se regardent constamment en chiens de faïence, et pourtant ils sont issus non seulement d'une même famille politique mais surtout d'une même préfecture.

Aujourd'hui, le manque de leader désigné ou reconnu est une des raisons qui font que, même à UNIR Tchaoudjo on se demande combien de jeunes reste-t-il encore ?

Les prochaines consultations électorales semblent si loin mais tellement proches que le parti UNIR s'il ne veut avoir aucune surprise désagréable doit commencer par travailler sérieusement, se dire que les petites querelles de personnes ne leur apporteront rien.

Il est indéniable que la population autochtone est actuellement à la croisée des chemins car ceux qui semblent être leurs devanciers ont totalement démissionné.

Tous se disent incontournables dans la préfecture, personne ne respecte personne et ils se disent être égaux, c'est pourquoi nous pensons qu'il faut l'intervention personnelle du Chef de l'Etat pour arbitrer, mettre la discipline et ramener la sérénité au sein du navire UNIR Tchaoudjo.

Kpélafia Biva

Yérima Mashoud Amadou

Exportation des produits togolais sur le marché américain :

Le Togo veut rentrer dans le concret après le forum de l'AGOA

Le 16ème forum de l'AGOA, qui s'est tenu à Lomé du 8 au 10 aout est désormais rentrée dans l'histoire. Après la réussite de cet évènement d'envergure internationale tel que constaté par les pays participants, l'heure est à la pose d'actions concrètes. Le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé en collaboration avec le comité d'organisation du forum de l'AGOA a rencontré la diaspora américaine au cours d'un atelier d'échange le 16 aout dernier, afin de définir le rôle que doit jouer la diaspora vis-à-vis du secteur privé.

La table d'honneur lors de la rencontre

Comment faire pour accroitre les exportations du Togo vers les Etats-Unis. C'est la question à laquelle les participants à l'atelier ont tenté d'apporter des réponses. L'un des objectifs poursuivis est surtout la réduction considérable de la pauvreté. Il est principalement question de développer le secteur privé, et c'est la raison pour laquelle les participants préconisent dorénavant un partenariat actif.

Mme Ekué Ahoefa, présidente du comité d'organisation du forum, indique qu'il est aujourd'hui nécessaire d'effecteur un travail collégial avec la diaspora togolaise aux USA, pour booster véritablement le développement économique, la création d'emploi et le bien être social sur la terre de nos aïeux. Ils se sont donnés un an. Et au bout de cette échéance ils espèrent que les acteurs, notamment les opérateurs économiques, obtiennent les fruits des recommandations.

Notons qu'au cours de cet important atelier, les membres de la diaspora ont promis mettre les atouts dont ils disposent au profit du pays, entre autres leurs expertise, leur disponibilité afin d'améliorer l'accès au marché américain.

FM.

Assemblée Générale constitutive :

L'OTR met sur pied une mutuelle pour ses agents

Etre un office moderne et efficient de mobilisation des recettes, capable d'assurer l'autofinancement des besoins nationaux. Telle est la vision de l'office Togolais des Recettes (OTR). Pour ce faire, l'office pense à mettre ses agents dans de bonnes conditions de travail, afin d'atteindre les objectifs assignés.

L'administration fiscale, a mis sur pied le vendredi 18 aout dernier, une mutuelle pour le compte de ses agents. Il s'agit de la "Fédérée,' une mutuelle mis sur pied au cours d'une Assemblée Générale Constitutive à Lomé. C'était en présence des premiers responsables de l'OTR, notamment le Commissaire Général Kodjo Adédzé.

Photo de famille lors de l'AG

L'objectif est de permettre aux agents de se mettre ensemble et de se donner une autonomie et dans le but de créer de bonnes conditions de travail. Cette mutuelle vise entre autres à renforcer les liens et développer l'esprit d'équipe dans l'administration fiscale.

Après les civilités de la cérémonie d'ouvertures, place a été faite aux travaux proprement dits. Devant une assistance des grands jours composée uniquement des agents de l'office, il a été d'abord mis sur pied un présidium. S'en est suivie la lecture générale des textes, leur adoption et ensuite la désignation des instances dirigeantes.

La "Fédérée vise à améliorer les rendements et l'accroissement des recettes. Selon le Commissaire Général, cette initiative permettra aux agents d'éviter des tracasseries en direction des banques et micro finances, et d'accompagner le personnel en terme de prêt pour d'éventuels projets.

Rappelons qu'un travail avait été élaboré en amont. C'était au cours d'ateliers qui, ont permis avec l'appui de consultants d'élaborer des textes adaptés aux réalités des agents. Cette mutuelle est un organe interne à l'office.

FM.

Programme de développement Communautaire en Zone urbaine :

L'ANADEB met des tricycles à la disposition des populations de la Kozah

Le développement à la base commence de prime à bord par des initiatives communautaires. L'entretien de son environnement au quotidien, constitue une action qui permet aux communautés d'être à l'abri des problèmes de santé. Dans le cadre du Programme de développement Communautaire en Zones Urbaines (PDC-ZU), l'Agence Nationale d'Appui au développement à la base (ANADEB) a mis à la disposition des quartiers de la préfecture de la Kozah, cinq (5) tricycles, à des fins d'entretien, le 16 aout dernier à Kara.

Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre en charge du Développement

Il faut noter que le PDC-ZU est un projet qui a permis à l'ANADEB d'aider les populations et les communautés à la base, d'identifier les problèmes auxquels elles sont confrontées. Ensuite de procéder à des analyses et trouver des solutions adéquates et élaborer des plans d'action pour leurs milieux.

Dans les milieux urbains, la concentration de la population et les mauvaises pratiques, conduisent souvent à la pollution de l'environnement. Dans le cas de cette remise, les différents ménages des quartiers concernés, auront de quoi évacuer les ordures ménagères.

Ce geste soulage surtout les habitants quand-on sait que dans certains ménages par exemple, l'on évacue ses ordures ménagères souvent dans la nature. Ceci crée donc d'autres dommages sur la santé surtout des enfants.

Rappelons que le matériel a été reçu en présence du col Bakali Bawubadi, préfet de la Kozah.

FM.

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74

Manifestation du PNP du 19 Août 2017/ Réaction du gouvernement

Le gouvernement annonce des enquêtes judiciaires après la découverte d'armes venues d'ailleurs

Plus de 48 heures après les manifestations du samedi 19 août 2017, les réactions continuent de se multiplier et de condamner le " caractère violent " des événements. Après les communiqués de condamnation des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile, c'est désormais le tour du gouvernement de monter au créneau pour donner sa version des faits et situer l'opinion nationale et internationale.

Col Yark Damehame

Beaucoup pointé du doigt et accusé d'avoir ordonné la répression observée au cours des manifestations de samedi, le ministre Yark Damehane, réagit enfin à travers un communiqué rendu public ce lundi. Dans ce communiqué, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, au " nom du Président de la République et de l'ensemble du gouvernement ", exprime ses sincères condoléances aux familles éplorées et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés pris en charge dans les centres médicaux.

Dans ce communiqué, le Colonel Yark Damehane revient plus en détails sur le film des évènements et dénonce l'attitude des premiers responsables du Parti National Panafricain (PNP) qu'il accuse d'avoir ignoré les recommandations et observations faites par le ministère de l'Administration Territoriale.

Selon lui, les services compétents du ministère de l'Administration Territoriale étaient fondés à décider soit du report ou de l'interdiction pure et simple de la manifestation. Ce qu'ils n'ont pas fait préférant émettre des recommandations écrites au président du PNP sur les itinéraires et lieux de rassemblement " dans le délai légal " et sur la base des dispositions de l'article 14 de la Loi Fondamentale.

Sur cette base, souligne le ministre, il était attendu que les organisateurs se conforment aux nouvelles recommandations. Malheureusement, déplore-t-il et " contrairement aux recommandations et en dépit des clarifications opérées au cours d'une conférence de presse tenue par le gouvernement le jeudi 17 août 2017, le PNP a engagé sa marche au mépris des règles établies devant garantir à tous les citoyens et résidents togolais, la liberté d'aller et de venir ".

Au cours des manifestations de Sokodé, révèle le Colonel Yark Damehane, " des manifestants se sont permis de s'en prendre physiquement à certains éléments des forces de sécurité qui ne jouaient que leur rôle de maintien de l'ordre, de les dépouiller de leurs armes comme le montrent plusieurs images et vidéos amateurs ". D'autres armes découvertes auprès des manifestants, indique le ministre de la Sécurité, ne " font pas partie de celles dérobées au commissariat de police " de la ville de Sokodé.

Si dans plusieurs villes (Anié, Kara, Lomé, Bafilo) la marche a pu se dérouler sans incidents, cela n'a pas été le cas à Sokodé, fait savoir l'officier de gendarmerie qui fait observer que tous ces faits ont été passés sous silence par les médias internationaux " pendant que de prétendues répressions de manifestants étaient mises en avant ".

" Nous regrettons l'absence d'équilibre dans le traitement des informations dans les médias internationaux comme l'atteste le parti pris flagrant de ne pas relever le caractère très violent des manifestants qui ont incendié le commissariat de la ville, saccagé et brûlé les véhicules et engins à deux roues en stationnement dont un véhicule de la police, une ambulance des sapeurs-pompiers et dérobé des armes et des munitions ", dénonce le communiqué du Colonel Yark.

Rappelons que les événements du 19 août 2017, ont fait selon les chiffres du gouvernement, deux (02) morts, cinquante-sept (57) blessés parmi les forces de l'ordre et 20 blessés parmi les manifestants ainsi qu'une soixantaine d'arrestations.

Source : afreepress.info

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION

_____

H A A C

République Togolaise
Travail-Liberté-Patrie

_____

COMMUNIQUE DE LA HAAC

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a tenu ce lundi, 21 août 2017, une séance plénière extraordinaire consacrée à la couverture médiatique des événements qui se sont déroulés, samedi 19 août 2017, relatifs à des marches organisées par un parti politique dans certaines villes du pays.

Elle note, à cet effet, que de nombreux médias privés classiques et en ligne et surtout les réseaux sociaux ont rivalisé d'excès divers dans la diffusion d'informations et d'images de violence, la publication d'images tronquées, de propos injurieux, d'appels à la haine tribale et à la désobéissance civile. De nombreux compte-rendus sont également marqués par un déséquilibre notoire dans la diffusion de l'information et de témoignages partisans.

La HAAC condamne fermement ces manquements graves au respect des règles déontologiques et éthiques. Elle déplore également l'absence de couverture des diverses manifestations par les médias publics privant ainsi les populations de reportages objectifs conformément à leur mission.

La HAAC tient, cependant, à féliciter les journalistes qui ont fait preuve de professionnalisme en faisant appel à toutes les parties prenantes dans la restitution des événements et de leurs conséquences. Elle rappelle aux professionnels des médias, leur rôle de médiateurs qui leur interdit d'attiser les conflits, de publier de fausses informations et de prendre parti.

La HAAC appelle chacune des parties prenantes à éviter la désinformation et la manipulation par médias interposés et met en garde les médias sociaux et en ligne qui exploitent des images de manifestations d'autres pays à des fins inavouées.

La HAAC invite les forces de l'ordre et de la sécurité, ainsi que les organisateurs des manifestations, à apporter le soutien et la protection nécessaires aux journalistes dans l'exercice de leur profession.

Fait à Lomé, 21 août 2017

Le Président de la HAAC

Pitang TCHALLA

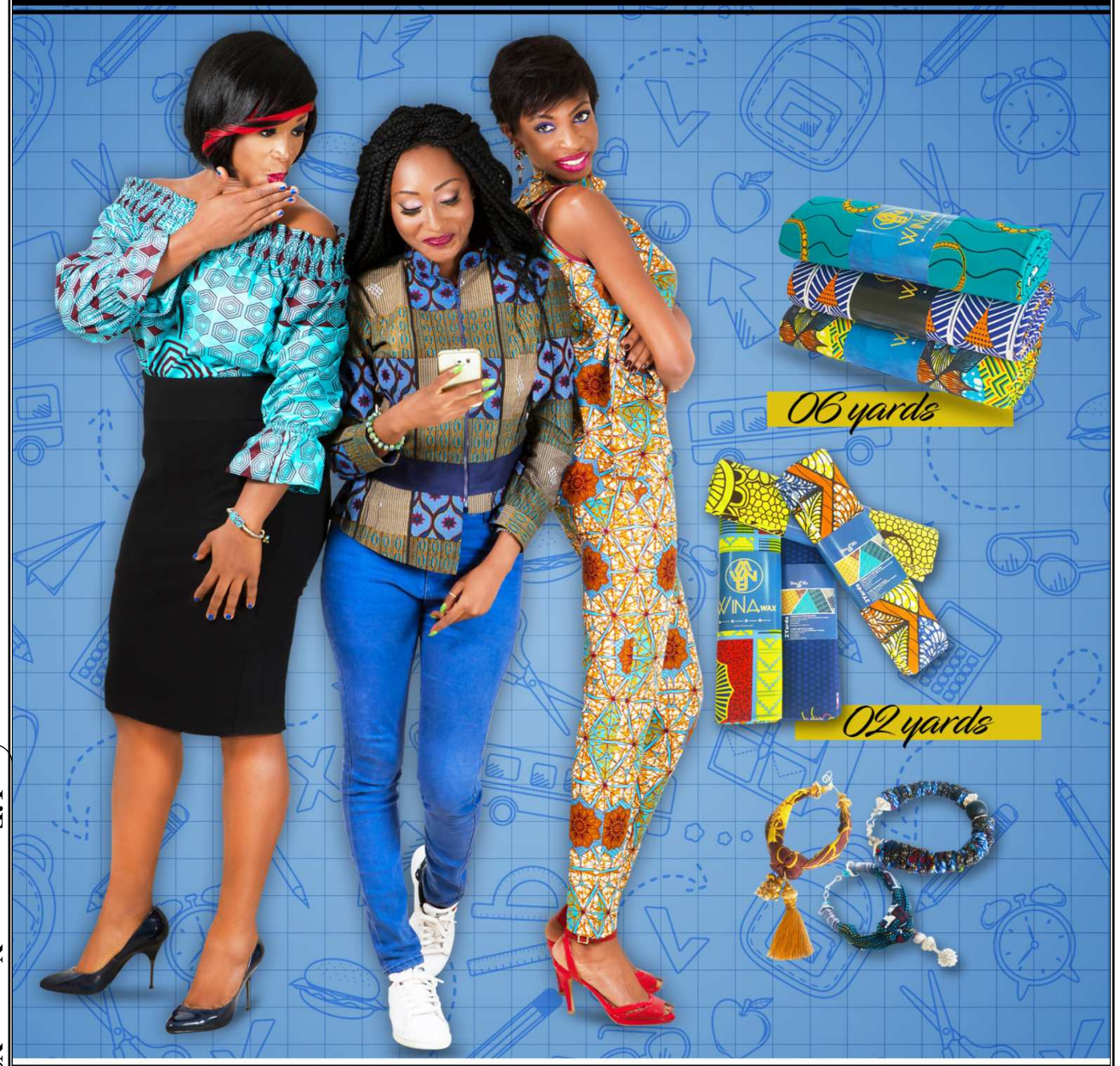
Les pagnes **WINA WAX** sont en vente à

A côté de Togocel à Adéwui - Tél :90 19 50 80

Nuptia
Evenement-ciel

WINA WAX

Pour tout besoin de wax pour vos évènements
(mariage, baptème, anniversaire,
fête du personnel, cadeaux d'affaires ...)
une seule adresse : **WINA WAX**



WINA WAX
GLORY OF GOD sarl

10 avenue de la libération - Lomé (TOGO)
Face distributeurs automatiques ECOBANK Grand Marché

(+228) 22 20 18 16 / 96 69 00 00

wina wax winawax winawax wina wax

winawax@gmail.com

TOTO PATRICK

REMY TRESOR
CHAMPAGNE

Montécristo
DISCOTHEQUE

LANCEMENT
NOUVEL ALBUM

Dimanche 03 Septembre2017 | A partir de 15 Heures au Grand rex

ENTREE LIBRE SUR INVITATION

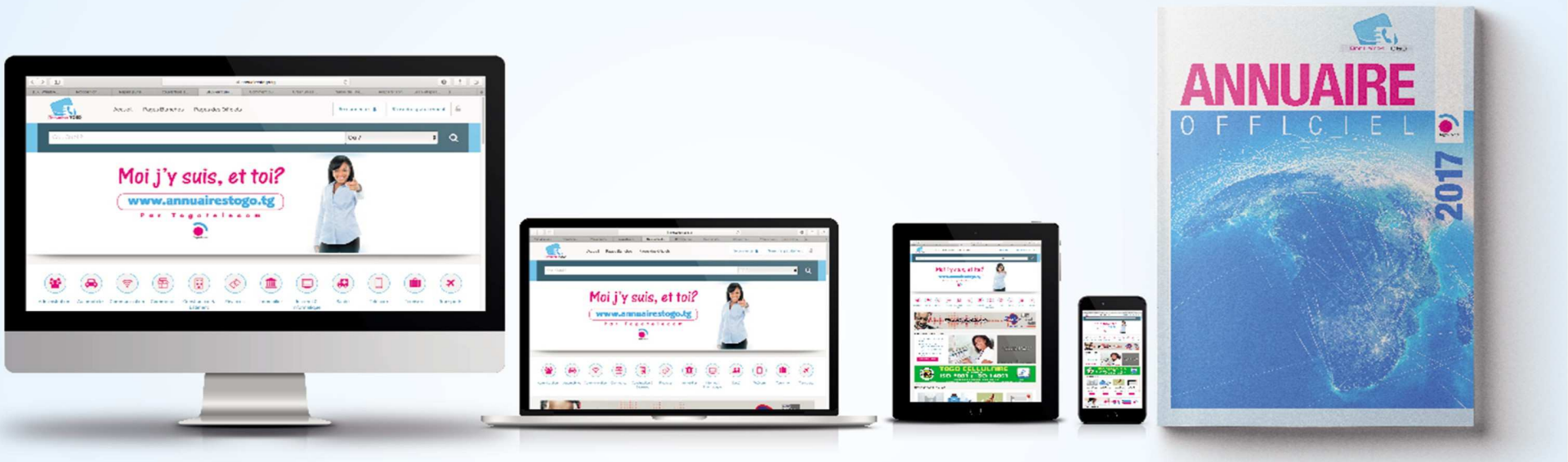
GRAND REX

Annonce

Annuaires TOGO

Togotelecom

www.annuairestogo.tg



Nous sommes l'outil qu'il vous manque.

Renforcez votre visibilité

Augmentez votre impact

Powered by ALTECH Software

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL de la nation

Siège : Agbalépédo, non loin de la gare routière
Tél: (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Moudjib FALANA
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira
Imprimerie:
RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
2.500 exemplaires